

SYNTHESE ET ENJEUX

*Une dépendance accrue et problématique
aux mécanismes de socialisation*

GRAND BERGERACOIS

Janvier 2019



Une dépendance accrue et problématique aux mécanismes de socialisation

Un territoire qui s'organise autour du pôle de Bergerac et de deux pôles secondaires et qui demeure relativement bien desservi

Le territoire du Grand Bergeracois se situe sur la frange sud-ouest du département de la Dordogne et se compose de quatre intercommunalités : la communauté d'agglomération Bergeracoise et les communautés de communes de Montaigne Montravel et Gurson, des Portes du Sud Périgord et des Bastides Dordogne-Périgord. Il est organisé autour de trois pôles structurants : celui de Bergerac (21 860 emplois), et les pôles secondaires de Lalinde (1 820 emplois) et Eymet (près de 1 000 emplois) qui concentrent 61 % de la population du territoire et 72 % des emplois. Il est desservi par un réseau routier dense (N21 et 5 départementales) et deux lignes TER qui le relient à Périgueux, Sarlat, Libourne et Bordeaux. Pour les liaisons à plus longue distance, s'il est à l'écart des grands axes ferroviaires, il est bordé au nord par l'A88 Bordeaux-Lyon et bénéficie d'un aéroport offrant des liaisons vers la Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas.

Une dépendance accrue et problématique aux mécanismes de socialisation

Le Grand Bergeracois dispose d'un modèle de développement de type « public-social-retraite », mis en évidence par une surreprésentation des revenus publics, des transferts sociaux et des pensions de retraite dans son processus de captation de revenus en provenance de l'extérieur. Il traduit une dépendance du territoire de plus en plus aiguë aux mécanismes de socialisation (au sens large) et un profond déséquilibre fonctionnel, qui inscrivent le territoire dans une trajectoire défavorable. Trois tendances sont en effet à l'œuvre : un mouvement continu et de long terme d'affaiblissement des forces productives concurrentielles qui est exposé ci-après, lui-même générateur de difficultés sociales et de la montée en puissance des transferts sociaux. S'y ajoute une accélération du vieillissement de la population qui renforce le poids des pensions de retraite. En creux, ce modèle interpelle sur le déficit de captation de revenus privés, via la sphère productive exportatrice, via les dépenses limitées des touristes qui visitent le territoire, révélant un déficit d'attractivité touristique, et via la masse salariale « importée » par les actifs du territoire qui travaillent en dehors de son périmètre.

Ce modèle de développement est non seulement déséquilibré mais induit globalement une captation de richesse par habitant sensiblement inférieure à la moyenne des territoires de même catégorie¹. Ce déficit semble cependant compensé par une propension à consommer localement plutôt bonne qui montre que les centralités du territoire, et particulièrement la communauté d'agglomération Bergeracoise, assument une réelle fonction de pôle de consommation. Cette configuration stimule l'économie présentielle, au service de la population résidente et des touristes, suffisamment pour que la densité d'emplois présents atteigne le niveau que l'on observe dans les territoires de la région de même catégorie.

Une économie marquée par de profondes mutations

Le tissu économique a subi de profondes mutations au cours des 40 dernières années. Doté d'une forte orientation productive concurrentielle dans le courant des années 70, ce dernier affiche désormais un profil présentiel, même si sa spécialisation reste forte dans diverses activités productives : l'agriculture (notamment la viticulture), l'industrie chimique, la fabrication de produits caoutchouc-plastique, l'industrie du bois-papier-imprimerie et les industries agroalimentaires, aux côtés des activités présentielles de santé et d'hébergement médico-social-action sociale. Ce changement prononcé d'orientation économique est le produit d'un double mouvement : l'effondrement des activités productives concurrentielles d'un côté, accentué ici par des restructurations industrielles (la dernière en date étant celle de la SNPE), et la progression rapide mais inférieure aux tendances régionale et nationale de la sphère présentielle de l'autre. Le dynamisme de l'économie présentielle a ainsi permis de compenser les très lourdes pertes enregistrées dans la sphère productive exportatrice, sans pour autant engendrer une réelle vitalité économique.



Une dépendance accrue et problématique aux mécanismes de socialisation

Sur la période récente, la « Grande récession » entamée en 2008 a été brutalement ressentie localement. Le tissu économique a été très lourdement impacté par le premier choc récessif de 2008-2009 impulsé par la crise financière internationale et plus modérément lors du second cycle récessif engendré par la crise des dettes souveraines entre 2011 et 2014. Il n'a pas réussi à véritablement redresser la barre entre 2008 et 2017 malgré une bonne capacité de rebond durant les deux cycles de reprise qui se sont succédés entre 2009-2011 et 2014-2017. Entre 2008 et 2017, le Grand Bergeracois a perdu 450 emplois salariés. Les motifs de ces piètres performances de court terme ne sont pas à rechercher du côté de son orientation économique mais s'expliquent plutôt par un effet local négatif. Ce dernier a été impacté par les restructurations industrielles, les effets de la carte militaire (fermeture de l'ESCAT) et marque les difficultés du territoire à mobiliser ses capacités propres, ses ressources spécifiques, pour provoquer un rebond de sa dynamique économique.

L'état des performances économiques du territoire tant sur le long terme que sur le court terme sont bien la preuve d'une véritable érosion de ses forces productives concurrentielles, et plus largement d'une certaine atonie économique générale. Ce que corrobore l'état et la dynamique du tissu d'entreprises. Ce dernier se caractérise non seulement par sa forte fragmentation, mais aussi par une faible capacité de renouvellement, illustrée par la faiblesse du taux de création d'établissements et l'ancienneté du tissu d'entreprises.

D'importantes fragilités sociales

Le fonctionnement socio-économique général du territoire, synthétisé par son modèle de développement, et sa dynamique économique sont aujourd'hui vecteurs d'un niveau de cohésion sociale largement défavorable. Tant le niveau de précarité des conditions d'emploi (temps partiel et contrats courts sont répandus), que l'intensité du chômage demeurent élevés. De surcroît, la distribution du revenu des ménages apparaît elle aussi nettement défavorable. Toutes les catégories de ménage, des plus pauvres aux plus aisées, affichent un niveau de revenu bas, inférieur aux moyennes de comparaison, dessinant une structure sociale plutôt homogène – c'est-à-dire peu inégalitaire. Enfin, les ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté sont nombreux (17,2 % des ménages en 2015) et de surcroît, sont plus pauvres que dans les territoires de même catégorie et qu'en région.

La faiblesse généralisée des revenus des ménages comprime leur capacité de consommer et limite le développement de l'économie présente. Un autre facteur frein de développement économique réside dans le niveau de qualification de la population. La population ne disposant pas d'un diplôme qualifiant reste importante (35 % de la population de 15 ans ou plus non scolarisée est dans ce cas), y compris chez les jeunes qui sont par ailleurs moins souvent titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur que dans les territoires de même catégorie et qu'en région.

Une attractivité résidentielle modérée, un vieillissement accentué de la population

La dynamique démographique du territoire semble plus que mitigée. Bien qu'en augmentation constante depuis la fin des années 70, la population croît à un rythme relativement faible, pénalisée par un solde naturel largement négatif (qui fait écho au vieillissement prononcé de la population) et une attractivité résidentielle plus modérée que dans les territoires de comparaison. La dynamisation de l'attractivité du Grand Bergeracois est vitale car le vieillissement de la population pourrait compromettre le renouvellement de la main d'œuvre dans les années à venir.

L'état du parc de logement ne facilite pas l'attractivité du territoire. Son ancienneté et le niveau élevé de la vacance révèlent probablement une qualité déclinante du parc, inadaptée à la demande contemporaine. Mis en lien avec le niveau de revenu des ménages, l'ancienneté du parc laisse aussi entrevoir des risques de précarité énergétique. Autre facteur influant sur l'attractivité, le niveau d'équipements apparaît quantitativement plutôt satisfaisant pour la plupart des équipements les plus courants. Il apparaît cependant défaillant pour les équipements et services de santé, notamment de proximité (médecins généralistes, masseurs-kinésithérapeutes) alors que l'activité de santé spécialise le tissu économique et qu'une filière silver économie est en émergence.



Une dépendance accrue et problématique aux mécanismes de socialisation

Des pistes de développement pour sortir d'une spirale défavorable

Il s'agit pour le Grand Bergeracois de ne pas s'enfermer dans une dépendance durable aux mécanismes de redistribution publics dont les effets négatifs ne manqueraient pas de s'amplifier. La raréfaction des deniers publics et la volonté gouvernementale de réduire la dépense constituent une menace supplémentaire, notamment sur les revenus aujourd'hui apportés par les emplois publics.

Il est vital de **rééquilibrer les moteurs de développement**. Des potentiels de revitalisation restent pour ce faire sous-exploités : le tourisme, la consommation locale et le cadre de vie.

Les marges de manœuvre en termes de tourisme semblent en effet importantes. La densité d'hébergement touristique atteint à peine la moyenne régionale, alors que le territoire dispose d'atouts manifestes : patrimoine environnemental (le territoire est traversé par la Dordogne, adapté aux sports de pleine nature), patrimoine historique (bastides, châteaux ...), culturel et gastronomique (festivals, œnologie ...). Sa position entre Vallée de la Dordogne, Saint Emilion et la métropole bordelaise mérite d'être davantage valorisée. Les capacités hôtelières et de campings existantes sont certes sous-représentées mais plutôt qualifiées.

La recherche d'équilibre pour enrayer le processus de socialisation passera nécessairement par la réponse à trois grands types d'enjeux :

- **Redynamiser la composante productive concurrentielle** du territoire afin d'accroître la valeur ajoutée locale. Des marges de manœuvre pour le territoire semblent à cet égard résider dans la structuration d'un véritable écosystème local et les efforts poursuivis par la démarche CADET, avec notamment la mise en place du réseau d'entreprises Cluster B et la démarche volontaire de mise en place d'un projet alimentaire territorial.
- **Développer l'économie résidentielle** pour contribuer à diversifier le modèle de développement du territoire et à soutenir la consommation locale :
 - o **en stimulant son attractivité touristique** ;
 - o **en stimulant son attractivité résidentielle**. Il s'agit d'attirer de façon privilégiée des actifs qualifiés et des jeunes pour freiner le processus de vieillissement, assurer le renouvellement de la main d'œuvre et favoriser le redressement économique et l'innovation. L'intensification de l'attractivité pourrait s'accompagner d'une activation du levier « pendulaire », aujourd'hui peu développé. Le territoire est en effet à 50 minutes de l'agglomération de Périgueux, avec qui les échanges pourraient s'intensifier.
- **Accompagner l'adaptation des compétences, la montée en qualification de la population et son insertion**. La structuration de l'écosystème local doit, pour ce faire, prendre en compte la dimension orientation/formation/emploi et intégrer les acteurs de l'ESS pour leurs capacités d'insertion et de mise en évidence de nouveaux gisements d'emploi.